Relations industrielles Industrial Relations

The Practice of Collective Bargaining, par Beal et Wickersham,
Edition révisée, 1963, Richard D. Irwin, Inc., Homewood,
Illinois, 772 pages.

Jean-Réal Cardin

Volume 19, numéro 1, janvier 1964

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1021384ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1021384ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Cardin, J.-R. (1964). Compte rendu de [*The Practice of Collective Bargaining*, par Beal et Wickersham, Edition révisée, 1963, Richard D. Irwin, Inc., Homewood, Illinois, 772 pages.] *Relations industrielles / Industrial Relations*, 19(1), 132-133. <https://doi.org/10.7202/1021384ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1964

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

pas considérés comme relevant de la même méthodologie; ces deux secteurs sont, d'une part, l'économie du travail, et d'autre part, les relations industrielles dans leurs dimensions institutionnelles.

Se trouvent ainsi liées l'étude de la détermination des salaires et de l'emploi, et celle du syndicalisme et de la négociation collective en tant qu'institutions sociales.

L'ouvrage de Gitlow fait de plus appel aux toutes dernières recherches dans le domaine de l'économie et de la sociologie industrielles, ce qui en fait un témoignage des plus à point sur le degré des connaissances acquises jusqu'à maintenant en la matière.

La première et la dernière partie du volume constituent une espèce de bilan du monde du travail et des problèmes d'ordre généraux qui sont les siens au sein d'une société industrielle qui évolue sans cesse.

Les parties II, III, IV, V, et VI sont consacrées respectivement au trade-unionisme en tant qu'institution sociale, à la discussion des théories relatives à la détermination des salaires, à la convention collective institutionnalisée, à la fonction de plein-emploi et aux lois protectrices du travail.

Des ouvrages suggérés sont indiqués à la fin de chaque chapitre, ce qui constitue, tout au long du traité, une bibliographie sélective très utile pour l'étudiant.

En somme, nous avons affaire à une étude vraiment compréhensive et bien équilibrée de l'ensemble des problèmes de relations industrielles tels qu'ils se posent au spécialiste contemporain. Bien qu'il ne s'agisse que d'un « textbook » d'envergure générale, et non pas d'un ouvrage de recherche poussée et spécialisée, le travail de Gitlow se situe avec avantage parmi les volumes de référence les mieux faits et les plus utiles aux étudiants en économie du travail et en relations industrielles.

Jean-Réal Cardin

The Practice of Collective Bargaining, par Beal et Wickersham, Edition révisée, 1963, Richard D. Irwin, Inc., Homewood, Illinois, 772 pages.

Il s'agit encore ici, d'un ouvrage appartenant à la série des textes en économie du travail publiée par la maison d'édition Irwin.

La présente édition se distingue de la première, celle de 1959, en ce qu'elle permet aux auteurs de serrer de plus près l'analyse des concepts théoriques fondant l'étude de la négociation collective en Amérique du Nord, et aussi en ce qu'elle ajoute quant à la discussion des récents développements survenus en ce domaine aux Etats-Unis.

Le processus de la négociation collective y est traité, comme le déclarent les auteurs dans la préface de l'ouvrage, selon deux situations-types: a) celle de l'industrie à base « artisanale » et du syndicalisme « de métiers »; b) celle des « industries de masses » et du syndicalisme de type « industriel ».

Les situations particulières, ne se conforment pas entièrement aux deux « modèles » industriels cités plus haut, n'en sont pas pour autant négligées. On y traite donc des formes qu'assume la négociation collective non seulement dans le secteur manufacturier, mais aussi dans les secteurs primaires et tertiaires de l'économie.

Un des aspects vraiment intéressants de ce manuel, est l'analyse que les auteurs font des effets récents et prévisibles sur la convention collective contemporaine, des changements assez spectaculaires qui sont amorcés depuis quelques années et qui continuent de se manifester de façon dramatique, dans la structure des emplois aux Etats-Unis, dû à l'automation et à la transformation de l'entreprise.

Le triangle classique des relations du travail est respecté par les auteurs, car la négociation et la convention collectives y sont étudiées dans le cadre des changements survenus depuis certain nombre d'années, à la fois dans l'industrie, les pouvoirs publics et le travail organisé.

En particulier, on y insiste sur les implications nouvelles de la stratégie de la négociation, des tactiques patronales et syndicales en matière de grèves, de règlements des conflits, d'action politique, quant à la notion d'intérêt public et quant aux attitudes gouvernementales qui en dépendent.

Comme beaucoup d'autres manuels en la matière, mais peut-être d'une façon plus intensive et plus à point, le présent ouvrage utilise la méthode des bibliographies choisies en fonction des sujets traités, offre des « problèmes » à la recherche personnelle de l'étudiant, et lui présente des « cas » con-

crets utilisables pour fins de discussion et d'analyse.

Enfin, les principaux textes législatifs pertinents au sujet sont fournis en appendice, soit dans leur teneur totale, soit en de larges extraits.

Somme toute un des manuels les mieux faits et parmi les plus utiles, autant aux praticiens qu'aux étudiants en la matière.

Jean-Réal Cardin

Le Statut des Entreprises publiques, par A. G. Delion, Collection de l'Administration nouvelle, Berger-Levrault, Paris, 1963, 268 pages.

L'on n'a plus à démontrer, il me semble, l'importance des entreprises publiques dans la plupart des pays y compris ceux de l'Occident. En ce qui a trait à la France, André DELION a déjà publié plusieurs études sur le sujet, notamment, *l'Etat et les entreprises publiques* (Sirey, Paris, 1959).

Dans « Le Statut des Entreprises publiques », l'auteur examine systématiquement et fort judicieusement les principales interrelations entre d'une part, l'entreprise publique et d'autre part, les organismes de contrôle que sont le parlement, le gouvernement et le Conseil d'Etat. En guise d'introduction, DELION donne quelques notes historiques et indique les règles relatives à la création, à la nationalisation et à la disparition des entreprises publiques. L'ouvrage est très à point et fort bien rédigé.

L'approche est foncièrement formelle et juridique. Ce qui explique sans doute pourquoi l'on a ignoré le rôle des partis et celui de l'opinion publique. Les discussions et les critiques sont rares. Les préoccupations d'ordre administratif, politique et économique sous-jacentes sont rarement exprimées. Il existe à cet égard un contraste frappant entre l'ouvrage de DELION et certaines études des années d'après guerre, notamment celles de Ventanat, de Juliot de la Morandière et de Laverne qui mettaient en cause, sous différents aspects, l'idée même de la nationalisation. Cette idée étant maintenant devenue acceptable il appartient au juriste de formuler les nouvelles règles fondamentales d'organisation générale, c'est-à-dire, le statut.

Il va sans dire que l'on peut difficilement comparer le statut des entreprises

publiques en France et au Québec. Même si l'on fait abstraction des différences d'ordre quantitatif qui sont considérables (en 1963, la France comptait 150 entreprises publiques, le gouvernement canadien une quarantaine et le Québec une dizaine) il n'en reste pas moins que le contexte global est loin d'être identique. La planification économique est ici embryonnaire, les responsabilités sont partagées entre les collectivités provinciales et centrales, enfin la gestion publique commerciale est encore une source de controverses.

Sous l'angle restreint des rapports entre les entreprises publiques et les autorités de tutelle, il est vrai que nous observons ici aussi le principe de l'autonomie de gestion. Par contre, les moyens de contrôle diffèrent sensiblement. Il n'y a pas au Québec, par exemple, de commissaires de gouvernement, ni Commissions de Vérification des comptes des entreprises publiques, ni bien entendu, de Conseil d'Etat. De plus, les conseils d'administration n'obéissent pas à la formule de composition tripartite. Quant à la surveillance parlementaire, la nôtre frise l'insignifiance. L'Assemblée Législative n'a élaboré aucun mécanisme spécial de contrôle. Evidemment, l'on peut expliquer ces différences par une foule de raisons dont certaines sont attribuables aux structures même de l'administration générale. Par contre, il faut bien dire qu'à mon sens, l'on a peu senti ici la nécessité d'une surveillance plus étroite tout simplement à cause du petit nombre d'entreprises publiques. Le besoin devrait éventuellement créer l'organe.

André Gélinas

Economic Analysis and Industrial Management, par Jacques Lesourne, Prentice-Hall, Inc., Englewood Cliffs, N.J., 1963, 631 pages.

Ce volume a déjà paru en français en 1958 sous le titre « Technique Economique et Gestion Industrielle ». Il constitue une lecture probablement des plus profitables pour le futur ingénieur-économiste. En effet, nous croyons que ce livre s'adresse surtout aux ingénieurs qui se dirigent vers l'administration de l'entreprise et qui partant désirent acquérir une connaissance de la théorie économique appliquée à la gestion industrielle. Beaucoup d'économistes peuvent également tirer profit de la formulation des principes économiques en termes mathématiques et statistiques. Il ne